

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6980>

# **Terrorisme : George W. Bush critique le Congrès**

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : samedi 16 février 2008

---

**Spyworld Actu**

---

Le président George W. Bush a critiqué le Congrès à majorité démocrate samedi lors de son allocution radio hebdomadaire, déplorant que les parlementaires n'aient pas prorogé une loi sur la surveillance des communications.

Le texte vient à expiration dimanche à zéro heure et selon George Bush "nous pourrions perdre une avance vitale qui pourrait empêcher une attaque de l'Amérique". Les démocrates ont accusé le chef de la Maison Blanche de déformer les faits et d'exploiter les peurs de l'opinion.

George W. Bush voulait l'adoption par la Chambre des représentants d'un projet de loi du Sénat prorogeant la législation sur les écoutes. Celle-ci permettait à l'administration de surveiller les conversations téléphoniques et échanges de courriels transitant par les Etats-Unis. Le chef de la Maison Blanche s'est opposé à une extension temporaire de la loi et les parlementaires ont suspendu leurs travaux pour une durée de 12 jours sans proroger la loi.

"Certains dirigeants du Congrès affirment que cela n'affectera pas notre sécurité. Ils se trompent. Parce que le Congrès a manqué de légiférer, il sera plus difficile pour nous de vous prémunir d'une attaque terroriste", a lancé M. Bush lors de son allocution.

"A minuit, le ministre de la Justice et le directeur du Renseignement national seront privés de leur pouvoir d'autoriser de nouvelles surveillances contre les menaces terroristes à l'étranger. Cela signifie, alors que les terroristes changent de stratégies pour éviter notre surveillance, que nous pourrions ne plus avoir les outils dont nous avons besoin pour continuer à suivre leur trace", a-t-il ajouté.

"Nous savons que le président n'aime pas le compromis, mais cette fois, il est allé trop loin dans l'obstination", a répliqué le sénateur démocrate Sheldon Whitehouse, ancien procureur général de l'Etat de Rhode Island (est).

"Comme l'a dit le président lui-même (...) 'Il n'y a vraiment pas d'excuses pour laisser expirer cette législation capitale. Alors faisons ce qu'il faut'. Mais au lieu de ça, le président a choisi la roublardise, rejetant une courte extension de la loi qui aurait permis au Congrès de terminer son travail", a fait valoir M. Whitehouse. "Qu'on ne s'y trompe pas : si la loi vient à expiration, s'il en résulte des pertes pour le renseignement, c'est la décision du président. Point", a-t-il ajouté.

*Post-scriptum :*

<http://www.matin.qc.ca/articles/200...>